

Ennahdha face à l'après-Ghannouchi

Cet article a été écrit en juin 2020, publié en mars 2021 sur Barr al Aman en [français](#) et en [arabe](#), puis mis à jour le 27 avril 2021.

Théo BLANC



Doctorant en science politique
Institut Universitaire Européen (EUI), Florence

theo.blanc@eui.eu

Le XI^e congrès du parti islamiste tunisien Ennahdha, initialement prévu pour mai 2020, marquera-t-il le remplacement de Rached Ghannouchi à la présidence du parti ? Après l'enjeu de l'intégration gouvernementale et celui de la « spécialisation », le parti fait désormais face à la question de l'après-Ghannouchi. Plusieurs scénarii sont envisageables. Au-delà du nom du successeur, c'est l'identité du parti, son modèle de direction et son projet politique qui sont en jeu.

Will the 11th Congress of the Tunisian Islamist party Ennahdha, initially scheduled for May 2020, mark the replacement of Rached Ghannouchi as party president? After the issue of government integration and "specialisation", the party is now facing the question of the post-Ghannouchi era. Several scenarii can be considered. Beyond the name of the successor, it is the party's identity, its leadership model, and its political project that are at stake.

هل سيؤذن المؤتمر الحادي عشر لحزب النهضة الإسلامي التونسي، الذي تم الإعلان عن مواعده في موعد أول خلال ماي 2020 قبل أن يؤجل لعدة مرات لاحقاً، باستبدال راشد الغنوشي من على دفة رئاسة الحركة؟ فيبعد أن سيطرت على ذهن صنّاع القرار داخل الحركة بعض القضايا مثل التكامل الحكومي و"التخصّص" (الفصل الوظيفي بين الدعوي والسياسي)، يواجه الحزب الآن إشكالية ما بعد مرحلة الغنوشي. هناك عدّة سيناريوهات ممكنة حيال ذلك، غير أنّه، وبغض النظر عن اسم المرشّح لخلافة الرئيس، فإن هويّة الحزب وأسلوب قيادته فضلاً عن مشروعه قد غدّت الآن على المحكّ.

Depuis la révolution tunisienne de 2010-2011, chaque congrès d'Ennahdha a dû imaginer un « après ». En juillet 2012, le IX^e congrès avait pour enjeu majeur de réinventer le parti islamiste dans une Tunisie post-autoritaire et post-Ben Ali. Le X^e congrès, en mai 2016, avait, quant à lui, proclamé avec une grande habileté politique, un virage « post-islamiste »¹. Avec le XI^e congrès du parti, initialement prévu pour mai 2020, c'est un nouveau tournant qui se profile : celui d'un parti post-Ghannouchi. Avec son élection en 2012 et en 2016 à la tête d'Ennahdha, Rached Ghannouchi a, en effet, atteint la limite des deux mandats

1. BOBIN Frédéric, 2016, « En Tunisie, Ennahdha "sort de l'islam politique" », *Le Monde*, 19 mai, [En ligne : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie_4921910_3212.html].

présidentiels successifs stipulée par le règlement intérieur du parti depuis le congrès de mai 2007 (article 31).

L'ère Ghannouchi

Pour saisir l'enjeu représenté par l'éventuel départ de Rached Ghannouchi, il faut comprendre la centralité historique de ce dernier au sein du mouvement. Ghannouchi est d'abord un des fondateurs du Groupe islamique (*al-jama'a al-islamiyya*), dans le cadre duquel il donne des sermons et leçons de religion dès les années 1970. *Leader* religieux, il deviendra ensuite *leader* politique en proposant la formation du parti Mouissance de la tendance islamique (MTI) qu'il co-fonde aux côtés d'Abdelfattah Mourou, Ben Aissa Demni, Zahir Mahjoub et Habib Mokni en mai 1981. Il est désigné à la tête du mouvement dès 1979 et sera reconduit plusieurs fois (1981, 1984, 1991), ce qui lui permettra d'établir un « magister moral » sur la présidence du parti islamiste.

Ghannouchi est également la figure intellectuelle centrale du parti ; son livre *Les libertés publiques dans l'État islamique* publié en 1993 est désigné comme « le document politique et intellectuel le plus important du patrimoine du mouvement » par le congrès de 2012². Il joue également un rôle essentiel

2. AMRANI Fayçal, 2016, « Ennahdha : démocratie et pluralisme », *Pouvoirs*, vol. 156, n° 1, 95-106, 100.

dans la narration du mouvement islamiste et de son évolution, qu'il expose notamment dans ses livres *Mouvement de la Tendence Islamique en Tunisie* (1989) et *De l'expérience du mouvement islamique en Tunisie* (2001). Ghannouchi a aussi longtemps constitué le principal visage du parti à l'étranger, où il joue le rôle d'ambassadeur en Occident (il s'exile au Royaume-Uni en 1991) mais également dans le monde musulman où son influence intellectuelle sur les milieux islamistes est grande. Après la révolution, il sera directement à la manœuvre derrière les grandes décisions du parti comme les négociations et l'alliance avec Nidaa Tounès en 2014 ainsi que la spécialisation en 2016. Enfin, Ghannouchi tient les cordons de la bourse du parti.

Au vu du rôle intellectuel, politique, financier, religieux et symbolique joué par Ghannouchi, deux questions se posent. D'une part, le parti pourra-t-il survivre et maintenir sa cohésion interne sans son *leader* historique ? Par ailleurs, le départ potentiel de Ghannouchi marquera-t-il une simple alternance à la tête du parti ou bien l'invention d'un nouveau modèle de direction sous la pression de l'opposition interne ?

L'opposition interne

Active dès 2012, l'opposition à la direction de Ghannouchi se consolide à la faveur du congrès de 2016. En session, plusieurs cadres dont Abdelhamid Jelassi et Abdellatif Mekki proposent d'introduire une part d'élections dans le mode de désignation du bureau exécutif, dont 50 % des membres seraient élus et 50 % nommés par Ghannouchi (jusqu'ici tous les membres étaient choisis

par le président du parti)³. Lorsque le congrès accepte de se prononcer sur cette proposition, Ghannouchi recourt au chantage à la démission. La proposition est finalement rejetée par une petite majorité (52 % des voix). La constitution du nouveau bureau exécutif, nommé par Ghannouchi, actera la rupture en privilégiant les soutiens du président lors du congrès. Par la suite, les opposants élus au *majlis al-shura* (conseil consultatif) tels qu'Abdelhamid Jelassi s'évertueront à « contrebalancer cette concentration excessive des pouvoirs » dans les mains de Ghannouchi⁴.

Le deuxième grand acte du conflit entre Ghannouchi et l'opposition interne intervient dans le cadre des élections législatives de 2019⁵. En écartant unilatéralement trente têtes de liste sur trente-trois circonscriptions, Ghannouchi outrepassa ses prérogatives et s'inscrit en violation du règlement intérieur du parti, qui ne permet au président de modifier que 10 % des noms des listes électorales et ce, à condition que cette modification soit validée par le *majlis al-shura*. Sont notamment exclus Abdelhamid Jelassi (Tunis 2), Abdellatif Mekki (Tunis 1), Samir Dilou (Bizerte) et Mohamed Ben Salem (Zaghouan), qui figurent parmi les principaux opposants à la direction de Ghannouchi. Après les élections, la confrontation porte sur la formation du gouvernement Habib Jemli, que le *majlis al-shura* choisit de soutenir au détriment du favori de Ghannouchi (Habib

3. Les motions et dispositifs proposés par Jelassi et Mekki étaient différents mais visaient le même objectif.

4. Entretien avec Abdelhamid Jelassi, Tunis, 18 juin 2019.

5. Entre temps, d'autres conflits éclatent à propos de la destitution du Premier ministre Habib Essid en juillet 2016 et la rupture de l'alliance avec Ennahdha annoncé par Beji Qaid Essebsi en septembre 2018.

Kchaou)⁶. Certains cadres tels que Zied Laadhari démissionnent en signe de protestation⁷. Lorsque Ghannouchi lâche finalement Habib Jemli et s'accorde avec Nabil Karoui pour proposer Fadhel Abdelkefi (ancien ministre de Beji Qaid Essebsi), plusieurs membres du *majlis al-shura* réclament la démission de Ghannouchi. Enfin, l'opposition interne n'apprécie guère que Ghannouchi cumule la présidence du parti avec la présidence du parlement à laquelle il est élu en novembre 2019.

La contestation de Ghannouchi n'est pas nouvelle. En 1990, plusieurs cadres le tenaient personnellement responsable de la confrontation avec le régime de Ben Ali et réclamaient, non seulement qu'il démissionne du *leadership*, mais aussi qu'il ne soit plus autorisé à exercer de position de direction dans le mouvement⁸. Au cours des années 1990 et 2000, sa ligne d'opposition frontale au régime tunisien est également critiquée par une partie du mouvement qui prône la réconciliation nationale⁹. Aujourd'hui, la majeure partie des critiques ne prône pas l'exclusion

6. BRÉSILLON Thierry, 2020, « Ennahda, "l'homme malade" de la politique tunisienne », *Orient XXI*, 13 février, [En ligne : <https://orientxxi.info/magazine/ennahda-l-homme-malade-de-la-politique-tunisienne,3601>].

7. ABOU Sarra, 2019, « Faut-il regretter le départ de Zied Ladhari des structures d'Ennahdha? », *webmanagercenter.com*, 1^{er} décembre, [En ligne : <https://www.webmanagercenter.com/2019/12/01/441928/faut-il-regretter-le-depart-zied-ladhari-des-structures-dennahdha/>].

8. EL-HACHMI HAMDY Mohammed, 1998, *The Politicisation of Islam: A Case Study of Tunisia*, Boulder, Westview Press, 73.

9. Pour cette période complexe, voir GEISSER Vincent, GOBE Éric, 2008, « Un si long règne... Le régime de Ben Ali vingt ans après », *L'Année du Maghreb*, vol. IV, 347-381 ; WOLF Anne, 2017, *Political Islam in Tunisia. The History of Ennahda*, Oxford, Oxford University Press ; MCCARTHY Rory, 2018, *Inside Tunisia's Al-Nahda: Between Politics and Preaching*, Cambridge, Cambridge University Press.

Photo 1 : Le président du parti Ennahdha, Rached Ghannouchi.



© ennahdha.tn.

de Ghannouchi, dont elle reconnaît l'héritage historique (les plus véhéments sont Ben Salem, Mekki et Chehoudi), mais s'active pour que ce dernier ne se représente pas au prochain congrès de 2020 et accompagne le changement de direction. C'est le sens de la pétition signée par cent cadres *nahdhawis* en septembre dernier (dont Abdellatif Mekki, Samir Dilou, Mohamed Ben Salem, et des figures moins connues comme Nizar Al Haddoubi, Mohamed Mohsen Soudani, Abdelssatar Rejeb, et Mahmoud Jaballah), lesquels conjurent Rached Ghannouchi de démissionner et de laisser le congrès se tenir dans les délais ¹⁰.

10. SOUDANI Seif, 2020, « Ennahdha : 100 personnalités demandent le départ de Ghannouchi », *Le Courrier de l'Atlas*, 18 septembre, [En ligne : <https://www.lecourrierdelatlas.com/ennahdha-100-personnalites-demandent-le-depart-de-ghannouchi/>].

La possibilité de voir émerger un candidat de l'opposition apparaît toutefois lointaine. Les principales figures de l'opposition ont, soit démissionné (Jelassi en mars), soit ne sont pas assez populaires au sein du parti pour remporter une élection présidentielle (Mekki, Dilou, Mohamed Mohsen Soudani) ou trop jeunes (Nizar Al Habboubi). L'éventuel départ de Ghannouchi ne sera sans doute pas non plus le moment du passage de la direction à la nouvelle génération, largement acquise au changement de direction du parti, mais dont les démissions se multiplient (Hichem Laarayedh, Zied Boumakhla, Lotfi Zitoun). D'autres personnalités, moins clivantes, plus proches de Ghannouchi et issues de la seconde génération du mouvement (nées dans les années 1950-1960) telles qu'Ali Larayedh, Nouredine Bhiri, Abdelkrim

Harouni et Nouredine Arbaoui, semblent en meilleure position. D'autres cadres relativement plus jeunes (Rafik Abdessalem, Naoufel Jammali) sont également envisageables (Lotfi Zitoun est trop controversé au sein du parti et a finalement démissionné du *majlis al-shura* en octobre 2020), bien que toute prévision soit impossible.

Les scénarii possibles pour le XI^e congrès

La dissolution du bureau exécutif du parti le 11 mai a suscité des spéculations quant à une éventuelle « stratégie Poutine-Medvedev » de la part de Ghannouchi pour se maintenir à la tête du parti. À l'image de ces deux dirigeants russes qui avaient échangé leurs fauteuils de président et de Premier ministre, Ghannouchi échangerait sa place avec le président du *majlis al-shura*, Abdelkrim Harouni, le temps d'un mandat, de manière à contourner l'interdiction d'un troisième mandat présidentiel ¹¹. Ce scénario semble toutefois peu probable. Il impliquerait qu'Harouni et Ghannouchi obtiennent la confiance du congrès pour emporter, respectivement, la présidence du parti et celle du *majlis al-shura*. Avec la pression de l'opposition interne (en particulier au sein du *majlis*), l'âge avancé de Ghannouchi (78 ans) et le départ d'Abdelfattah Mourou qui ouvre la porte au retrait politique de la première génération du mouvement,

11. *Tunisie Numérique*, 2020, « Tunisie – Ghannouchi envisage la stratégie Poutine / Medvedev pour se maintenir aux commandes d'Ennahdha », *tunisienumerique.com*, 21 mai, [En ligne : <https://www.tunisienumerique.com/tunisie-ghannouchi-envisage-la-strategie-poutine-medvedev-pour-se-maintenir-aux-commandes-dennahdha/>].

l'éventuel retour de Ghannouchi à la tête du parti quatre ans plus tard est peu plausible¹². En se réservant la prérogative de former le comité de préparation du prochain congrès, le *majlis al-shura* constitue également un contre-pouvoir important à la présidence de Ghannouchi.

Dès lors, il semble plus probable que Ghannouchi ne se représente pas à la présidence du parti et désigne un héritier à sa ligne politique. La dissolution du bureau exécutif pourrait alors permettre à Ghannouchi de faire émerger un successeur en testant la popularité de plusieurs figures présidentiables auprès du *majlis al-shura* qui devra valider la nouvelle composition du bureau. Bien que la dissolution de l'exécutif soit présentée par le parti comme une décision purement technique (départ et remplacement de plusieurs membres ayant intégré le parlement ou le gouvernement) et prévue de longue date¹³, certains cadres reconnaissent que le choix du nouveau bureau aura des conséquences directes sur les décisions prises par le congrès¹⁴. Le *majlis al-shura* a d'ailleurs dû s'y reprendre à deux fois pour élire le nouvel exécutif, le premier vote début janvier 2021 n'ayant pas permis aux deux tiers des candidats, que Ghannouchi avait présentés personnellement, d'obtenir les 50 voix nécessaires à leur investiture. Le second vote, tenu le 17 janvier, a reconduit des proches de Ghannouchi comme Fathi Ayadi, Rafik Abdessalem et

Anouar Maarouf, mais également des membres critiques du président tels que Abdellatif Mekki, nommé vice-président chargé des relations avec les organisations nationales. La composition du nouveau bureau a suscité la démission de Larbi Guesmi, qui critique la direction de Ghannouchi et appelle à des réformes internes¹⁵. Enfin, des dissensions sur la question du secrétariat général du parti persistent, ce poste restant vacant depuis novembre 2019¹⁶.

qui, dès le mois de mars, appelait à « la nécessité de tenir le onzième Congrès avant la fin de 2020 » et à « une alternance des dirigeants au sein du mouvement »¹⁷. Le 22 mai, voyant que le congrès ne se tiendrait pas à la date prévue, Abdellatif Mekki réaffirmait la « nécessité impérieuse » d'organiser le congrès rapidement¹⁸. Ce scénario (ajournement du congrès et présidence intérimaire de Ghannouchi) semblait d'autant plus probable que la grande précarité

Photo 2 : Rached Ghannouchi lors du X^e congrès d'Ennahdha, mai 2016.



© ennahdha.tn.

Par ailleurs, dans le contexte de l'épidémie de la Covid-19, le congrès aurait pu être repoussé à 2021 et Ghannouchi, éventuellement désigné comme président intérimaire. C'était peut-être le scénario pressenti et redouté par l'opposition interne

politique d'Ennahdha (absence d'allié naturel du parti, imposition d'Elyes Fakhfakh comme Premier ministre par le président Kais Saïed, attaques virulentes du Parti Destourien Libre d'Abir Moussi), pousse le parti à faire bloc derrière Ghannouchi. Le 28

12. Il en va de même pour la proposition faite en octobre 2020 par Abdelkrim Harouni et Rafik Absessalam d'élire Rached Ghannouchi président d'honneur, avant que ce dernier ne se présente aux élections présidentielles de 2024. Les prérogatives que détiendraient un tel président d'honneur, ainsi que son rapport avec le président effectif du parti demeurent assez floues.

13. Entretien téléphonique avec Ali Larayedh, 27 mai 2020.

14. Entretien téléphonique avec Said Ferjani, 27 mai 2020.

15. DAHMANI Frida, 2021, « Tunisie : Rached Ghannouchi ou la tentation du pouvoir personnel », *Jeune Afrique*, 7 janvier, [En ligne : <https://www.jeuneafrique.com/1101078/politique/tunisie-rached-ghannouchi-ou-la-tentation-du-pouvoir-personnel/>].

16. LAFRANCE Camille, 2021, « Tunisie – Ennahdha : la (petite) ouverture de Rached Ghannouchi », *Jeune Afrique*, 29 janvier, [En ligne : <https://www.jeuneafrique.com/1109558/politique/tunisie-ennahdha-la-petite-ouverture-de-rached-ghannouchi/>].

17. *Tunisie Numérique*, 2020, « Tunisie : Des signataires d'un document interne appellent à une alternance de dirigeants au sein du Mouvement Ennahdha », *tunisienumerique.com*, 26 mai, [En ligne : <https://www.tunisienumerique.com/tunisie-des-signataires-dun-document-interne-appellent-a-une-alternance-de-dirigeants-au-sein-du-mouvement-ennahdha/>].

18. *African Manager*, 2020, « A. Mekki : "Le congrès d'Ennahdha est devenu une nécessité impérieuse" », *africanmanager.com*, 22 mai, [En ligne : <https://africanmanager.com/a-mekki-le-congres-dennahdha-est-devenu-une-necessite-imperieuse/>].

Photo 3 : Réunion du bureau exécutif d'Ennahdha, octobre 2016.



© ennahdha.tn.

juin, toutefois, le *majlis al-shura* a refusé la proposition faite par Ghannouchi de reporter le congrès en 2021 avec une petite majorité de 55 % des voix, illustrant ainsi la polarisation interne sur la question du renouvellement de la direction. Depuis, le parti a annoncé la tenue du congrès pour début 2021¹⁹, puis, fin avril, a fixé la date en décembre 2021 – soit un an et demi de retard par rapport à la date initiale.

Une fois la date précise fixée, le congrès aura la charge d'élire un nouveau président et un nouveau *majlis*. En tant qu'instance suprême du mouvement, le congrès a toutefois également la capacité de modifier le règlement intérieur du parti. Il est difficile, à ce stade, de prévoir si une majorité pourrait être favorable à l'annulation – ou la suspension – de l'interdiction d'enchaîner trois mandats présidentiels. Cette éventualité n'est cependant pas à écarter, chaque congrès du parti ayant habituellement opéré des révisions des statuts du parti pour s'adapter à l'équilibre interne et à la conjoncture politique du pays comme le rappelle Ali Larayedh²⁰. Bien qu'une telle modification serait, *a priori*, coûteuse pour la cohérence interne du parti, déjà affaibli par les démissions et départs

19. HADDAD Mohamed, 2020, « La guerre d'Ennahdha (n°) aura (pas) lieu... (Analyse) », *Barral-Aman*, 24 septembre, [En ligne : <https://news.barralaman.tn/guerre-ennahdha-aura-telle-lieu/>].

20. Entretien téléphonique avec Ali Larayedh, 27 mai 2020.

en chaîne (Zitoun, Chehoudi, Jelassi, Mourou), l'éclatement du parti demeure quant à lui, peu probable – ce scénario ayant été annoncé à plusieurs reprises lors du départ de Hamadi Jebali en 2013, après l'alliance avec Nidaa Tounès en 2014 et après le tournant de la spécialisation en 2016.

Le futur d'Ennahdha

Le XI^e congrès d'Ennahdha et son potentiel changement de direction aura une incidence significative sur le futur du parti, l'équilibre du système partisan tunisien et la situation sociale du pays. Le premier point d'interrogation est la manière dont le parti gèrera l'après-Ghannouchi, car l'alternance à la tête du mouvement offre l'opportunité de repenser le modèle de direction. Pour plusieurs cadres favorables à moins de verticalité du pouvoir (Samir Dilou, Zied Laadhari, Zoubeir Chehoudi), l'enjeu est de négocier la transition d'une direction charismatique – certains diraient autoritaire – à une direction plus inclusive et collégiale.

Au-delà du changement de direction, c'est le « rôle national » du parti – selon le jargon interne – qui est en jeu. Quelle identité la nouvelle direction imprimera-t-elle à un parti qui a théoriquement abandonné son projet religieux historique et a toujours fait passer le compromis au-dessus des objectifs politiques depuis 2011 ?

Pourquoi le parti s'attache-t-il autant au consensus et quel prix cela implique-t-il pour son projet politique ? Plus largement, à quoi sert le parti au-delà de sa simple perpétuation ?

Enfin, le parti qui émergera du prochain congrès aura également la charge de prendre à bras le corps les questions socioéconomiques, jusqu'ici marginalisées par la priorité accordée à faire d'Ennahdha un parti incontournable dans le pays. Critiqué pour s'être focalisé sur les questions identitaires et politiciennes, Ennahdha voit en effet sa légitimité révolutionnaire remise en cause (son électorat a été divisé par trois depuis 2011) et sa capacité à satisfaire les revendications socioéconomiques contestée par des compétiteurs néo-révolutionnaires et souverainistes (*Itilaf al-Karama*²¹). Comme l'a déclaré avec optimisme Ghannouchi lui-même : « La Tunisie créera, dans un futur proche, son modèle de développement comme elle a créé son modèle démocratique »²². Le rôle joué par Ennahdha dans l'élaboration de ce modèle de développement, ainsi que son avenir en tant que premier parti politique du pays, seront très largement déterminés par l'issue du XI^e congrès.

21. BLANC Théo, SIGILLÒ Ester, 2019, "Beyond the 'Islamists vs. Secularists' Cleavage : The Rise of New Challengers After The 2019 Tunisian Elections", *Policy Brief*, n° 27, Middle East Directions (MED), [En ligne : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/65592>].

22. *Business News*, 2020, « Rached Ghannouchi : Nous appelons au calme et au consensus », *businessnews.com*, 24 mai, [En ligne : <https://www.businessnews.com.tn/Rached-Ghannouchi--nous-appelons-au-calme-et-au-consensus.520,98842.3.>]. Ghannouchi a, par ailleurs, reconnu la part de responsabilité de son parti dans le retard pris sur les réformes économiques. Voir *Gnet*, 2021, « Tunisie : Rached Ghannouchi reconnaît la responsabilité d'Ennahdha dans le retard pris par les réformes économiques », *news.gnet.tn*, 5 mars, [En ligne : <https://news.gnet.tn/tunisie-rached-ghannouchi-reconnait-la-responsabilite-dennahdha-dans-le-retard-pris-par-les-reformes-economiques/>].